

Les élites et la modernisation de la société roumaine au XIX^e siècle

NICOLAE PĂUN

La modernité des Roumains, dont les derniers accords de la Croisade tardive annonçait l'émergence timide, est devenue une constante du développement du pays à peine au XIX^e siècle.

Nicolae Păun

Professeur à la Faculté des Études européennes de l'Université Babeş-Bolyai à Cluj-Napoca. Auteur, entre autres, du volume **Viața economică a României 1918-1948. Dezvoltare. Modernizare. Europenizare** (La Vie économique de la Roumanie, 1918-1948. Développement. Modernisation. Européanisation) (2009).

LA RÉVOLUTION de 1821, le Règlement organique, le Traité d'Andrinople, la Révolution de 1848-1849, la Constitution de 1866 et la fondation de la Banque Nationale en 1880 constituent les principaux jalons du processus de formation de la Roumanie moderne. Quelle que soit la préférence pour l'un ou l'autre des facteurs d'influence – économiques chez Ștefan Zeletin, C. Dobrogeanu Gherea, M. Manoilescu, ou idéologiques chez E. Lovinescu, G. Ibrăileanu, C. Stere –, ce qui compte vraiment, c'est le rapprochement de l'État roumain, à travers ses représentants, du modèle culturel européen. Lovinescu constatait, par exemple que « À partir du XV^e et jusqu'au XIX^e siècle, l'histoire de la culture roumaine a [...] placé ses acquis sous l'influence de l'Occident [...]. Grâce à l'intensification du commerce entre les pays roumains et l'Europe occidentale, après le Traité d'Andrinople, ces contacts se multiplièrent. »¹

Dans la première moitié du XIX^e siècle, la situation économique et sociale dans les principautés roumaines était bien évidente : la longue période de la

prémodernité avait conduit à la coagulation de deux classes sociales. « Deux couches sociales voient peu à peu le jour, séparées comme de l'huile dans un verre d'eau »² – estimait en 1935 l'historien et sociologue I. Simionescu, dans l'une de ses conférences sur la pénétration de la culture occidentale dans les pays roumains, tenues à l'Athénée Roumain : l'une était « la couche mince des boyards », grands propriétaires terriens, l'autre la couche des paysans. En parlant de la même période, Vintilă I. Brătianu remarquait : « L'Union trouva la nouvelle principauté avec une population principalement de serfs, inculte, sans commerce, ni métiers ou industrie, sans écoles ou voies de communication, avec un État organisé à l'ancien, à grandes distances des principes modernes, avec une seule classe dirigeante, dont une partie était bornée et l'autre aliénée ou méfiante dans la capacité de la nation de vivre par elle-même, privilégiée et donc intéressée pour la plupart à ne rien changer à cette situation. »³

L'existence d'une pareille réalité socio-économique au début du XIX^e siècle, avec une population formée, dans sa grande majorité, de paysans libres ou de journaliers qui peinaient sur les terres des boyards, conduit à une première prémisses importante pour la compréhension du moment de coagulation des élites économiques, sociales et politiques dans l'espace roumain : la classe des boyards était la seule capable de soutenir financièrement les études à l'étranger des jeunes.

Selon E. Lovinescu, « le conservatisme des grands boyards était un paravent pour l'intérêt de classe et le maintien des privilèges ; le devant était cependant paré des principes sacrés d'un passé immuable ». L'histoire politique de cette période (qui s'étend jusqu'en 1857, à l'avis de Lovinescu)⁴ évoque l'effort de cette classe de poursuivre ses propres intérêts et contrecarrer toute tentative de progrès social. Les nouveaux rapports de production institués après 1829 et la libéralisation du commerce extérieur accélérèrent le processus de modernisation. Le sociologue Ștefan Zeletin soulignait que toutes les institutions du type occidental, implémentées dans la société roumaine du temps et souvent blâmées de ne représenter que des « formes sans fonds », étaient les outils à l'aide desquels la nouvelle couche sociale roumaine, la bourgeoisie, mettait en place ses intérêts.

Si la classe de boyards était, au début du XIX^e siècle, la seule capable de créer une élite, l'offre commença à se diversifier après 1829, et surtout vers le milieu du XIX^e. Les trois phases du capitalisme (mercantiliste, industrielle et financière), fort visibles durant ce siècle, furent à l'origine de l'apparition et l'évolution de la bourgeoisie roumaine : « La bourgeoisie évolue de la prédominance du commerce à la prédominance de l'industrie, et cette couche bourgeoise d'industriels prend le rôle décisif dans la vie sociale, qu'elle refait en fonction de ses propres besoins : ils rompent avec la tradition mercantile et fondent sur ses décombres la nouvelle ère du libéralisme. »⁵ Le lien entre la bourgeoisie et le libéralisme, très bien saisi par Zeletin, est sujet d'intérêt aussi pour E. Lovinescu : « Le contact avec les pays industriels européens, à la recherche de nouveaux marchés et de

matières premières, amorce la dissolution de l'ancien régime agrarien et la formation de la bourgeoisie roumaine. La faillite des grands propriétaires se produit d'habitude avant le renforcement politique de la bourgeoisie. [...] Chez nous, c'est du sein des forces révolutionnaires que vit le jour la nouvelle oligarchie libérale qui nous dirige depuis 1866. »⁶ Dans le sillage de Zeletin et de Lovinescu, Mihail Manoilescu, adepte du néolibéralisme et ensuite du corporatisme, affirme à son tour : « La date de naissance de la bourgeoisie roumaine est, selon tous les auteurs de nos jours, placée autour de 1829, qui fut l'année de la paix d'Andrinople et de l'ouverture des détroits au commerce des céréales. »⁷ Entre 1829 et 1866, sur le territoire des Principautés, comme d'ailleurs dans tout l'espace roumain – puisque les processus ont été contemporains et relativement concomitants à la fois en Transylvanie et en Bucovine –, une nouvelle classe sociale commençait à se coaguler, la bourgeoisie. Il reste à analyser la manière dont elle a poursuivi ses intérêts et réussi à offrir une alternative à l'élite issue de la classe de boyards, représentée sur le plan politique par l'idéologie conservatrice. Étant donné que dans les sociétés modernes les décisions capitales à effet national ou international sont prises par l'intermédiaire d'au moins trois institutions, l'État, l'armée et les grandes entreprises,⁸ il serait également intéressant de voir comment les deux classes avaient réussi à se faire reconnaître, formant les élites nécessaires au processus général de modernisation.

Quel que soit l'événement qui marque les commencements de la civilisation roumaine moderne – l'an 1848, selon E. Lovinescu, ou 1821, d'après Ștefan Zeletin et Constantin Dobrogeanu Gherea (*Neoiobăgia*, 1910) –, il est évident que, d'un point de vue historique, ce processus est aussi la réverbération de certains courants culturels occidentaux. Si Virgil Madgearu tenait la nouvelle idéologie occidentale et l'économie capitaliste pour les promotrices de la modernisation de la Roumanie, Petre Andrei soulignait le rôle des paysans « de freiner en permanence les révolutions internationales ».⁹ La classe sociale dirigeante de l'époque (les boyards) se montrait méfiante à l'égard de l'idéologie empruntée à l'extérieur, le soit disant « esprit du siècle », et fondait sa position et son statut social sur son « droit historique » de posséder des terres, des privilèges et le droit de vote censitaire. E. Lovinescu remarquait que le principal facteur réactionnaire de la période était le Parti Conservateur, axé sur la préservation de trois « questions capitales de notre structure sociale : la question du privilège social et fiscal, la question du privilège politique fondé sur le cens, la question de la propriété foncière rurale ».¹⁰

Le support économique du nouveau format idéologique libéral était le capitalisme, qui avait pénétré dans les pays roumains après le Traité d'Andrinople, par l'exportation de céréales et l'importation de produits industriels.¹¹ Passant du capitalisme de l'usure au capitalisme commercial (moins dans l'interprétation de V. Madgearu), pour aboutir finalement à celui industriel, la consolidation

du capitalisme a stimulé la formation de la bourgeoisie roumaine et, implicitement, du libéralisme, déterminant aussi un changement d'attitude de la part des boyards et des propriétaires.

Outre l'« esprit du siècle » déjà mentionné, une corrélation est à remarquer dans l'espace roumain entre l'étape de l'évolution du capitalisme et le modèle qu'il a embrassé. Selon les sociologues de l'époque, les pays roumains ont subi l'influence successive de deux modèles culturels : le révolutionnarisme français et l'évolutionnisme allemand. « Dans tout ce temps, l'État roumain vécut sous l'hégémonie économique austro-hongroise, qui dura depuis 1875 jusqu'à la Guerre mondiale, tout comme il avait été sous l'hégémonie franco-anglaise entre 1830 et 1875. »¹²

La tutelle idéologique et économique française s'étendit de 1829 jusque vers la huitième décennie du siècle. Ce fut l'étape de formation de la bourgeoisie et d'application du projet politique quarante-huitard. Menacés de perdre leur privilège d'être la seule classe sociale à avoir le droit de produire des élites, les boyards ne tardèrent pas, notamment dans la deuxième étape, de s'opposer au révolutionnarisme bourgeois, se cantonnant dans la zone de l'évolutionnisme.

L'étude de Lovinescu sur la civilisation roumaine moderne conclut en fait que « la réflexion philosophique et scientifique du XIX^e siècle est dominée par l'idée d'évolution [...]. Dans le domaine social, [l'évolutionnisme] reconnaît dans la structure politico-juridique d'un État l'expression stricte de certaines réalités sociales : l'ordre de fait doit précéder l'ordre de droit ». ¹³ Or, l'ordre de fait n'était, dans le cas des conservateurs, rien d'autre que la coutume ancestrale, l'ordre coutumier selon lequel le pays devait être gouverné par les boyards. Que l'idéologie conservatrice fût en fait une application de la philosophie allemande, empruntée, grâce au phénomène de « circulation des idées », par les membres de la Société Junimea ayant fait leurs études aux universités de Vienne ou Berlin, c'est difficile à prouver.

Ce que Ștefan Zeletin appelait « la faillite des boyards » par le capitalisme de l'usure des années 1830-1860¹⁴ n'allait se produire du point de vue politique qu'après les réformes libérales de 1918 : « Les grandes réformes de 1918 déclenchèrent instantanément des modifications substantielles dans le paysage de la vie politique de l'après-guerre. Un élément essentiel de cette modification fut, sans doute, la disparition du Parti Conservateur. En l'absence de ses fondements sociaux (l'existence de la grande propriété foncière) et politiques (le vote censitaire), ce parti n'avait plus de justification. »¹⁵ Cet événement, qui eut son importance, ne doit pas laisser l'impression que la classe de boyards serait restée sans représentants politiques pendant l'entre-deux-guerres. L'élite des conservateurs s'orienta vers le Parti National Libéral et le Parti National des Paysans, ce qui ne doit pas surprendre, étant donné que : « parmi les membres du Parti

Conservateur il y avait aussi des éléments bourgeois, alors que le Parti National Libéral comptait à la fois de grands boyards et des éléments paysans ».¹⁶

Comme s'il avait pressenti que le Parti Conservateur allait perdre sa raison d'être, Constantin Argetoianu, personnage de premier rang de l'élite de cette formation politique, notait dans ses Mémoires : « Presque personne de ceux qui devaient décider ne connaissait malheureusement les données du problème, et ils regardaient tous le mur qui les séparait de leur avenir comme une vache regarde passer le train »,¹⁷ pour conclure : « avec ou sans les événements qui s'ensuivirent, notre parti se serait tout de même écroulé de par sa propre inertie ».¹⁸

La mission historique des boyards, propriétaires terriens, de produire des élites avait touché à sa fin. C'était dorénavant à la bourgeoisie de prendre la relève et soutenir le nouveau projet sociétal roumain de l'entre-deux-guerres.



Notes

1. E. Lovinescu, *Istoria civilizației române moderne* (1925), Bucarest, Minerva, 1997, p. 26.
2. Gheorghe Buluță, éd., *Cultură și civilizație. Conferințe ținute la Tribuna Ateneului Român*, Bucarest, Eminescu, 1989, p. 294.
3. *Ibid.*, p. 280.
4. L'assemblée délibérante de la Moldavie, réunie le 25 octobre 1857, avait voté « la suppression des privilèges, l'égalité devant la loi et l'établissement des charges en fonction de la fortune de chacun ».
5. Ștefan Zeletin, *Burghezia română. Neoliberalismul* (1925, 1927), Bucarest, Nemira, 1997, p. 72.
6. Lovinescu, p. 17.
7. Mihail Manoilescu, *Rostul și destinul burgheziei românești* (1942), Bucarest, Albatros, 2002, p. 86.
8. Bernard Denni et Patrick Lecomte, *Sociologia politicului*, trad., vol. II, Cluj-Napoca, Eikon, 2004, p. 136.
9. Petre Andrei, *Sociologie generală* (1936), Iași, Polirom, 1997, p. 380.
10. Lovinescu, p. 185.
11. V. Madgearu, *Agrarism, capitalism, imperialism. Contribuțiuni la studiul evoluției sociale românești* (1936), Cluj-Napoca, Dacia, 1999, p. 101.
12. *Ibid.*, p. 113.
13. Lovinescu, p. 67.
14. Zeletin, p. 173.
15. Z. Ornea, *Tradiționalism și modernitate în deceniul al treilea*, Bucarest, Eminescu, 1980, p. 35.
16. Zeletin, p. 191.

17. Constantin Argetoianu, *Pentru cei de mâine. Amintiri din vremea celor de ieri*, vol. II, IV^c parte, 1913-1916, éd. Stelian Neagoe, Bucurest, Humanitas, 1991, p. 48.
18. *Ibid.*, p. 228.

Abstract

Elites and the Modernization of Romanian Society in the 19th Century

If in the previous periods the boyars had been the only Romanian social category likely to provide an elite, after the Treaty of Adrianople (1829) and especially during the second half of the century we witness the emergence of the bourgeois class, whose interests are reflected by the new institutions, inspired by the West and criticized by many as “forms without substance” unsuitable for Romania. The century of modernization was also the time of a major ideological clash between conservatives and liberals, and between two cultural models—French revolutionarism and German evolutionism. The liberal reforms implemented at the end of the First World War (agricultural and electoral) marked the end of the historical mission of the boyars, of the great landowners, and the disappearance from political life of the Conservative Party.

Keywords

elites, boyars, bourgeoisie, liberalism, conservatism